

ARGO S - VPRO (radiodiffuseur public néerlandais indépendant)

Roelie Post - La vie d'un dénonciateur

Radio NPO1, 5 mai 2018

Source: <https://www.vpro.nl/argos/media/afleveringen/2018/Roelie-Post.html>

Traduction informelle

Mais d'abord, notre enquête sur un sujet sensible: l'adoption d'un enfant de l'étranger est de plus en plus discutée.

Programme d'enquête Zembla a récemment apporté des nouvelles sur les adoptions au Sri Lanka et en avril, le docu drame hollandais *Exportbaby* a été diffusé - sur la corruption avec des adoptions en provenance d'Ouganda. L'année dernière, le Conseil pour la justice pénale et la protection de la jeunesse [RSJ] pour interdire les adoptions de l'étranger. Roelie Post, fonctionnaire de la Commission européenne à Bruxelles, a été l'un des premiers à souligner que l'adoption et le trafic d'enfants sont étroitement liés.

À la fin des années 90, elle y a travaillé sur les problèmes des droits des enfants en Roumanie ; ceux-ci devaient être résolus avant que l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne soit possible. Post s'est heurtée à une opposition et à des menaces si graves qu'elle s'est maintenant retirée dans un petit village du nord des Pays-Bas. Elle a un conflit de longue durée avec son employeur: la Commission européenne.

Ils ne reconnaissent pas qu'il s'agit comme dénonciateur et menacent des mesures disciplinaires.

Hélène Van Beek lui a rendu visite.

Je la tiens devant le do ou de Roelie Post. C'est une petite rue pittoresque, à deux étages , dans un très petit village du nord du pays . C'est dimanche. J'ai un rendez-vous avec Roelie Post. Mais la sonnette ne fonctionne pas. Je ferais mieux de frapper.

Elle est là.

Roelie: Bonjour Hélène

Hélène : Puis-je entrer?

Roelie: Oui bien sûr

Hélène : Merci, jetons un coup d'œil. Nous voilà.

Roelie a l'air plutôt sympa . Un bien soigné de femme dans la cinquantaine. Un peu distingué. Portant une belle chaîne de gros cou. ment Tasteful habillé en noir. On dirait presque : *chique de Bruxelles* .

Qu'est - ce que l'expert dans le domaine de l' adoption et la traite des enfants ne lui re dans cette petite maison dans le nord des Pays - Bas?

L'année dernière, Roelie s'est exprimée en tant qu'expert devant le Parlement néerlandais lors d'une audition sur l'adoption internationale.

La présidente de la réunion était Madeleine van Toorenburg du Parti chrétien-démocrate:

Ce sera une journée longue, fascinante et très intéressante. Sans doute aussi une journée qui va apporter beaucoup . Je dis cela exprès parce que je sais aussi que certaines des personnes ici auront peut-être des choses à propos desquelles vous pensez ... qu'est - ce que je pense à ce sujet. Cela arrivera, mais je veux vous demander de bien écouter. Les membres du Parlement prendront ces remarques en considération lorsqu'ils débattront de la question.

L'adoption est une question sensible.

Une discussion à ce sujet est toujours entourée de nombreuses émotions.

L'audience est organisée parce qu'il y a un conseil de passage pour arrêter l'adoption d'enfants de l'étranger.

Le vice-président du Conseil du Conseil pour la justice pénale et la protection de la jeunesse [RSJ] explique le conseil:

Et donc nous conseillons de fournir de l'aide dans le pays d'origine comme un meilleur moyen que l'adoption internationale, pour protéger les enfants.

Ceci est un message clair inattendu. Pour la première fois, un comité consultatif officiel se prononce contre l' adoption internationale.

Et nous savons que cela a des conséquences pour les futurs parents de souhaits. Mais nous avons néanmoins pris cette considération, car l'intérêt de l'enfant doit être l'intérêt unique et décisif.

Puis l'un des experts est présenté: Roelie Post. Elle s'occupe depuis de nombreuses années d'irrégularités dans les adoptions internationales dans le monde entier. Les bureaucrates et les journalistes utilisent souvent son expertise. Elle a également été étroitement impliquée dans le scénario d' *Exportbaby* , un documentaire sur les adoptions en Ouganda qui a été diffusé le mois dernier à la télévision.

Et maintenant, à la demande des politiciens, elle donne son avis sur le rapport du comité consultatif.

Madeleine van Toorenborg (présidente):

Je donne la parole à Mme Roelie Post, fonctionnaire européenne et lanceur d'alerte.

Roelie Post:

Je vous remercie. Je suis Roelie Post, je vous remercie pour l'invitation. Je suis fonctionnaire de la Commission européenne depuis 1983. Je me suis intéressé à l'adoption internationale en 1999, il y a dix-sept ou dix-huit ans, quand la Roumanie voulait devenir membre de l'Union européenne. Et l'Union européenne a posé comme condition que les adoptions devaient cesser.

Hélène van Beek:

C'était l'année dernière au Parlement néerlandais. Mais maintenant Roelie Post est assise ici, dans cette petite maison. Elle préfère que nous ne mentionnions pas le nom du village.

Au cours des derniers mois, je lui ai rendu visite plusieurs fois et j'ai appris à mieux la connaître.

Elle est ici cachée. Le village calme lui donne un sentiment de sécurité. Si quelque chose arrive, il sera remarqué.

Hélène : Mais tu aimes être ici, Roelie?

Roelie: Non

Ici, Roelie nous raconte son histoire. Et cette histoire commence en 1999. Roelie devient ensuite Task Manager à la Commission européenne dans le domaine des droits de l'enfant en Roumanie.

Roelie:

C'était le dossier des enfants roumains, des orphelins roumains comme on les appelait souvent, et en 1999 c'est devenu mon travail. Dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe de l'Est, je suis devenu responsable du suivi du respect des droits de l'enfant en Roumanie, c'est-à-dire des enfants dans les foyers pour enfants. Il y avait toutes sortes de scandales à ce sujet. Mauvais soin, tout le monde était au courant de ce problème. Et, en 2000, nous avons été confrontés à une adoption internationale en forte augmentation. Dans deux, trois ans, il est passé de 500 à 2 500. Les nouvelles roumaines étaient pleines de scandales à ce sujet.

Hélène :

Et quels étaient ces scandales?

Roelie:

L'énorme quantité d'argent impliqué. Et parfois des organisations sombres qui étaient impliquées

Ces scandales ont également atteint les médias néerlandais. Le journal Trouw a écrit en 2004 sur un commerce très lucratif d'enfants en Roumanie.

Afin d'améliorer le processus d'adoption internationale et dans l'espoir de prévenir les irrégularités, la Convention d'adoption de La Haye est entrée en vigueur en 1993 . Mais selon Post, cela a aggravé la situation.

Roelie:

La Roumanie a été le premier pays à l'avoir mis en place. Donc, les adoptions étaient maintenant bien réglementées. Maintenant, les avocats et les autres ne pouvaient plus faire d'adoptions, cela devait être fait par des agences d'adoption officiellement accréditées. Et donc en quelques mois il y avait 108 agences d'adoption. Tout le monde a mis en place une agence d'adoption.

En Roumanie, les enfants blancs étaient disponibles pour adoption. Ils étaient très recherchés. En particulier par "souhaiter" des parents de France, d'Italie, d'Israël et des Etats-Unis. Ces pays étaient les plus grands preneurs. Les parents adoptifs ont payé jusqu'à 40 000 dollars pour un enfant roumain. Selon une liste de prix d'une agence d'adoption américaine.

Après la chute du dictateur roumain Ceausescu , en 1989, 30 000 enfants ont été envoyés à l'étranger.

Roelie:

La Roumanie était alors le quatrième plus grand pays d'envoi du monde. Troisième ou quatrième. Il est venu juste après la Chine et la Russie. Mais ce sont d'énormes grands pays. Avec beaucoup d'habitants. La Roumanie est venue juste après, alors que c'est un pays relativement petit. Et en Roumanie était presque le seul pays où l'on pouvait adopter des enfants blancs du Caucase.

Sauf la Convention d'Adoption de La Haye, il existe une autre Convention. C'est la Convention internationale des droits de l'enfant. Cette Convention des Nations Unies règle que si les parents ne

peuvent pas prendre soin de leurs enfants, l'adoption internationale est autorisée que si dans le pays il n'y a pas d'autre moyen de prendre soin de l'enfant. Tous les États membres de l'UE ont ratifié cette convention sur les droits de l'enfant.

Roelie Post était en tant que fonctionnaire de la Commission européenne travaillant pour l'équipe de Roumanie, qui a dû préparer l'adhésion de la Roumanie.

Roelie était notamment chargée de l'amélioration de la situation dans les centaines de foyers pour enfants et d'orphelinats en Roumanie. Chercher d'autres moyens de soins. Pour la Commission européenne, pas la Convention d'adoption de La Haye - mais la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, la base juridique.

Roelie:

Nous avons également mis 50 millions d'euros à la disposition de la Roumanie pour réformer sa protection de l'enfance. De telle sorte qu'il est devenu comme les autres États membres européens, de fermer les énormes maisons d'enfants à l'ancienne. Créer des foyers d'accueil, des maisons de type familial. Il y avait une énorme résistance à la fermeture des soi-disant baby-homes. C'étaient les pépinières pour l'adoption dans le pays, littéralement - ainsi la résistance était énorme à leur fermeture par ceux qui en avaient fait leur affaire.

Les intérêts dans les adoptions sont grands.

Roelie:

Ce sont les agences d'adoption qui ont des intérêts, parce que c'est leur raison d'être. Il y a beaucoup d'argent impliqué. Et bien que ces organisations soient à but non lucratif, ces personnes gagnent un bon salaire. Donc, ils veulent continuer. Ensuite, il y a des parents adoptifs potentiels qui ont un fort désir d'avoir un enfant.

Tous ces intérêts font qu'il y a beaucoup de lobbyistes qui travaillent fortement pour l'adoption pro.

Roelie:

Au sein de la Commission européenne, il y a toutes sortes d'autres dossiers où des pressions sont exercées, mais j'ose dire qu'il s'agit du lobby le plus puissant qui existe.

Hélène :

Comment venir?

Roelie:

Parce que c'est un sujet très émotif, pour beaucoup de gens. Parce qu'il y a beaucoup d'argent impliqué.

Gunter Verheugen a également été personnellement confronté à cette lourde pression du lobby de l'adoption. Cet homme politique allemand était commissaire de la Commission européenne responsable de l'adhésion de nouveaux membres à l'UE. Donc aussi la Roumanie.

Verheugen voulait arrêter le commerce des enfants. En vertu de sa décision, en 2001, un moratoire a été mis en place. Un arrêt temporaire sur les adoptions roumaines. Verheugen a ressenti ce que cet arrêt a provoqué. Aussi à l'intérieur de sa propre organisation.

Parce qu'il sentait qu'il était opposé, Verheugen a pris des mesures:

Gunter Verheugen:

Avec le temps, il est devenu clair que mon attitude dans ce cas de traite d'enfants en Roumanie a eu une énorme résistance politique. Dans de nombreux pays, les ONG et les personnes avec beaucoup de pouvoir.

Il y avait de fortes réactions. Des Etats-Unis, d'Israël, d'Italie et de France. Il y avait aussi une grande résistance au sein de la Commission européenne sur cette question. Toujours dans ma propre direction générale, parce que les hauts fonctionnaires avaient un point de vue complètement différent.

Ils ont tenu mon attitude dure envers la Roumanie pour le mal.

J'ai eu le sentiment que je n'étais pas à 100% et correctement informé. Et puis j'ai pris une décision inhabituelle et mis directement Roelie sous moi. De cette façon, elle pourrait m'informer sans l'intermédiaire du directeur général.

Ce directeur général était l'espagnol Eneko Landaburu. Il voulait en effet que les adoptions roumaines continuent.

Cela apparaît clairement à une lettre amicale d'Avril 2001, Landaburu à l'un des lobbyistes les plus importants: François Polge de Combret. La lettre a été rendue publique par une demande de déréglementation pour l'accès aux documents. Landaburu dit que le blocage des procédures d'adoption est très alarmant. Et il promet de convaincre les autorités roumaines qu'une réouverture rapide des procédures d'adoption est nécessaire.

Détail remarquable: les épouses de De Combret et Landaburu sont cousines.

C'est dans ce contexte confus et sensible que le commissaire Verheugen a demandé l'arrêt de l'adoption de la Roumanie.

Verheugen:

J'ai clairement dit au Premier ministre roumain: Je ne veux pas finaliser l'adhésion de la Roumanie si cette question n'est pas résolue. " Pistole auf der Brust " [Sic. Expression allemande pour extrême pression].

Les Roumains ont changé les lois et les adoptions à l'étranger ont été interdites.

Ana Gomes, membre portugaise du Parlement européen (Alliance des socialistes et démocrates progressistes) avait des droits de l'enfant dans son portefeuille. Elle a également fait l'expérience du travail acharné des lobbyistes en faveur de l'adoption.

Gomes:

Dans plusieurs de nos États membres, mais aussi aux États-Unis et en Israël, qui avaient intérêt à importer des enfants de Roumanie, de nombreux groupes avaient intérêt à adopter des enfants de Roumanie. C'était aussi sur les intérêts économiques. Beaucoup de gens étaient de mauvaise réputation. Ils ont placé des enfants roumains dans des familles riches, aux États-Unis et en Europe.

Ana Gomes a également personnellement expérimenté la puissance du lobby.

Gomes:

J'ai donc ressenti ce lobby. Je l'ai vu agir. Ici au Parlement. Et je peux vous dire, c'est un lobby très fort et organisé. Beaucoup d'argent impliqué.

Dans le même temps, il n'y avait pratiquement aucun contrôle possible. On ne sait pas comment les enfants qui ont été adoptés à l'étranger le font. Je suis convaincu qu'il y avait des organisations criminelles impliquées.

Au sein de la Commission européenne et du Parlement européen, de nombreux lobbyistes sont actifs et essayent tous de faire avancer les choses. Surtout les gens avec un statut. L'un des lobbyistes les plus puissants était le nommé François de Combret. Il était banquier et directeur de Renault.

Depuis les années 1990, il était la figure de proue de l'organisation française Solidarité Enfants Roumains Abandonnés, SERA. Officiellement, la SERA avait pour objectif d'améliorer la situation dans les foyers pour enfants en Roumanie, mais en fait SERA était principalement une organisation d'adoption.

Et au sein de la Commission européenne, on savait que de nombreuses organisations d'adoption avaient une réputation douteuse. La preuve en est une note confidentielle écrite en 2000 par l'ambassadeur européen en Roumanie, le grec Fokion Fotiadis. Et cette note a été adressée à Landaburu, en tant que directeur général chargé de l'Union européenne:

Le système d'adoption internationale est en effet très lucratif. Il existe un système corrompu de traite des enfants sous le couvert de l'adoption internationale, qui implique plus de 200 ONG non contrôlées et, dans bien des cas, douteuses. Il y a un fort soupçon que le sommet politique dans le pays est impliqué. En outre, certaines ambassades à Bucarest affirment qu'il existe de fortes indications que le système est infiltré par des réseaux pédophiles.

Mais le lobby de De Combret et d'autres a continué. De Combret s'est senti plus fort après le départ du commissaire aux principes Verheugen. De Combret a écrit en mars 2005 une lettre au chef direct de Roelie, Wenceslaz de Lobkowicz:

Cher Wenceslaz,

Ma conviction est que nous avons aujourd'hui une chance historique de résoudre un problème. À Bruxelles, la Commission pour l'élargissement a changé. Et au Parlement européen, c'est aussi un autre rapporteur bien disposé.

Cher Wenceslaz, voici la nouvelle situation politique, simple et compliquée. Simple car il est clair que la situation des orphelins est tragique, très compliquée car les marges dans lesquelles le gouvernement roumain peut manœuvrer dépendent de la Commission et du Parlement.

Dans ce contexte, cher Wenceslaz, je suis heureux de vous rencontrer.

De Combret et De Lobkowicz tiendront cette réunion le 18 avril 2005. Mais lorsque Roelie Post l'a découvert, elle a prévenu que les fonctionnaires de la Commission européenne étaient joués l'un contre l'autre par De Combret. Un mail de Post à ses collègues:

Cette réunion risque un effet négatif. Comme encore des lettres de De Combret et des campagnes médiatiques dirigées contre la Commission européenne et la Roumanie, ainsi que des actions personnelles au Parlement européen. Compte tenu de la relation problématique entre la SERA et la Commission, il est nécessaire que nous soyons sur une même ligne.

Post a demandé qu'elle et son collègue soient présentes à cette réunion. À partir des minutes qui s'en sont fait de cette réunion, semble qu'il y avait une ambiance tendue.

De Combret a vivement critiqué la Commission, car les adoptions de la Roumanie étaient interdites. Et il a attaqué Roelie Post en personne en déclarant qu'elle occupait depuis trop longtemps sa position et avait trop d'influence à la Commission européenne.

Mais le chef de Roelie, De Lobkowicz, était clair sur les fautes dans les adoptions. Il a appelé cela le commerce des enfants et a comparé cela avec le commerce des drogues et des armes. Il était

également irrité par la dramatisation exagérée et l'émotion rhétorique de De Combret par rapport aux enfants roumains.

Un De Combret en colère a terminé la réunion.

C'était une tactique de De Combret. Il n'a pas manqué de moyens pour créer l'image que malgré toutes les améliorations il y avait encore d'énormes problèmes dans les orphelinats roumains. Et que la seule solution pour cela était l'adoption internationale.

Roelie :

Il a mis la pression sur le sommet, le sommet français à la Commission européenne. Avec toutes sortes d'histoires de scandales et d'histoires dramatiques sur ... laissez-moi donner un exemple: qu'un enfant a mangé la main d'un autre enfant, la nuit, à cause de la faim. Cannibalisme dans les orphelinats roumains. Après avoir vérifié cela, cela ne semblait pas être vrai.

L'arrêt temporaire des adoptions a été changé en 2004 en une loi roumaine qui interdit définitivement les adoptions internationales.

Mais le lobby pro-adoption n'a pas accepté cela.

De Combret à sa tête.

Il a commencé une campagne avec des publicités dans des magazines français avec des histoires terribles sur les méfaits dans les maisons d'enfants roumains. Avec comme message: La Roumanie autorise de nouveau les adoptions internationales.

Ana Gomes, membre du Parlement européen, appelle ce chantage.

Gomes:

Je me souviens qu'il y avait un M. François de Combret qui dirigeait cette campagne pour faire chanter la Roumanie.

Il prétendait faire du bien aux enfants dans les foyers pour enfants, mais en fait il gagnait de l'argent en exportant des enfants dans des familles riches.

Juste avant que le Parlement européen prenne une décision finale sur l'adhésion de la Roumanie à l'UE, De Combret a plaidé lors d'une audition au Parlement européen pour des adoptions de la Roumanie.

Il utilise des mots forts.

De Combret:

Ce qui est en jeu, c'est le bonheur de l'enfant. Le sort de l'enfant est encore pire qu'il ne l'était à l'orphelinat.

Si nous fermons les orphelinats, leur sort est encore pire qu'il ne l'était à l'orphelinat. Par conséquent, l'adoption internationale est absolument nécessaire.

En outre, l'Italie a eu un très fort lobby avec l'agence d'adoption Amici dei Bambini. Malgré le moratoire, Amici dei Bambini a réussi à faire venir un grand groupe d'enfants en Italie. Pas par coïncidence totale, l'Italie a occupé à cette époque la présidence de l'Union européenne.

Roelie:

Dans ce rôle, l'Italie a fait pression sur le Premier ministre roumain pour obtenir des exceptions sur l'arrêt de l'adoption. Sur le moratoire. Silvio Berlusconi a obtenu, fin décembre, le feu vert pour 105 exceptions. 105 enfants qui ont été envoyés en Italie.

Quand nous avons entendu parler de cela, surtout quand le commissaire Verheugen a entendu parler de cela, il était extrêmement mécontent. Et il a dit au Premier ministre roumain, Nastase, que nous ne continuons pas comme ça. S'il y a plus d'exceptions, vous ne pouvez pas être membre de l'Union européenne. Et puis la Roumanie a complètement arrêté les adoptions.

Mais ce n'était pas tout. De même, des pays extérieurs à l'Europe avaient des personnes actives pour obtenir des adoptions roumaines.

Les États-Unis ont également exercé des pressions agressives à Bruxelles.

Député européen, Ana Gomes:

À l'époque, un membre du Congrès américain m'a même fait du lobbying pour me plaindre de l'un de ses riches électeurs qui attendait un enfant qui ne viendrait pas de Roumanie à cause du moratoire.

Je suis allé en Roumanie et, avec les autorités roumaines, j'ai vu que l'enfant était fantastiquement intégrée dans une famille roumaine qui l'avait adoptée.

Roelie:

Pendant des mois j'ai été, deux fois par semaine et après tous les jours - même deux fois par jour, suivis par les jeunes hommes qui avaient l'air identiques. Ils ont fait des gestes intimidants envers moi, comme s'ils voulaient sortir un pistolet de leur poche, semblant très hostiles. Ils ont passé des heures devant ma fenêtre. La police est venue souvent. Mais ... m'a dit de faire attention et de ne pas prendre de mesures moi-même.

Les menaces envers Roelie Post étaient un nombre d'événements étranges et inexplicables.

Roelie:

C'est une série de choses bizarres, d'être suivi ... à un certain moment, moi et d'autres qui travaillaient avec moi avions tous les problèmes de voiture - cambriolages, fenêtres cassées, ma voiture a été volée. Aussi une cambriolage dans ma maison, et le bureau que nous avions au sous-sol.

Elle a porté plainte auprès de la police belge. Le porte-parole de la police à Bruxelles nous confirme qu'il existe bien un dossier "Roelie Post", et que la police lui a conseillé d'être sur ses gardes.

Roelie:

Eh bien, avec ce genre de menaces presque mafieuses, personne ne laisse de nom. La police m'a dit à l'époque que je devais non seulement noter les dates et les menaces, mais aussi noter ce que je faisais ce jour-là et ce qui s'est passé au travail. Et puis on a vu très vite un motif. Que dès qu'il y avait des événements importants, ou si je parlais en public - quelque chose arriverait.

L'atmosphère devient très effrayante pour Roelie. Et elle ne reçoit aucun soutien de son employeur, la Commission européenne.

Roelie:

La police locale de Bruxelles m'a dit à un moment donné, écoute ... c'est sérieux. Vous devez le prendre au sérieux. Mais nous ne pouvons pas faire grand chose pour vous, tant que la Commission européenne ne viendra pas avec vous ici au poste de police.

Hélène :

Pourquoi la Commission européenne devrait-elle venir avec vous pour déposer une plainte?

Roelie:

Car, la Commission européenne est bien sûr l'organisation la plus puissante de l'Europe et la police de Bruxelles ne va pas à l'encontre de la Commission européenne. Ou enquêter sur les choses entourant leur personnel, si la Commission européenne ne le demande pas. Et j'étais toujours seul.

Roelie rapporte également à ses supérieurs hiérarchiques.

Dirk Lange, chef de l'équipe de Roumanie. Nous avons le procès-verbal d'une réunion où sa situation en matière de sécurité est discutée avec le chef des ressources humaines. Il est mentionné la proposition de retirer Roelie du fichier.

Roelie n'est pas d'accord.

La question des enfants roumains est proche de son cœur. Et elle a entre-temps acquis beaucoup d'expertise, qu'elle veut continuer à utiliser.

Roelie ne veut pas partir, mais demande la sécurité.

Certains collègues soutiennent Roelie.

Son patron direct, écrit le lendemain à la tête des ressources humaines:

Il me semble que lorsqu'un fonctionnaire est victime de menaces, en raison de ses responsabilités professionnelles, c'est à la Commission d'organiser sa protection. Et que la Commission devrait s'adresser à la police au nom du fonctionnaire.

Et que le dernier mentionné ne doit pas faire cela sur le titre personnel.

Mais la Commission européenne n'implique pas la police.

Et les menaces ont continué. Roelie Post est convaincue qu'elle a également été entendue. Et elle n'est pas la seule à le penser.

Elle montre un grand bloc-notes, dans lequel elle a communiqué avec la baronne Emma Nicholson britannique. Elle a traité les adoptions roumaines en tant que *rapporteur* du Parlement européen pour l'adhésion de la Roumanie à l'UE.

Roelie:

Nous savions déjà que nous travaillions sur un dossier dangereux. Et que si nous discussions de questions importantes - en ce qui concerne notre sécurité - nous ne devrions pas parler à voix haute. Et - mieux vaut prévenir que guérir - à la fin, à l'insistance de la baronne Nicholson, nous avons tout écrit.

Alors oui, paranoïa ou pas, j'étais en tout cas pas le seul ...

Emma Nicholson a écrit en grosses lettres les mesures que le Post devrait prendre. Emma Nicholson nous a confirmé que ce sont bien ses notes.

- *Photos, prenez-les*

- *La caméra est au-dessus de la porte et des fenêtres*
- *Une alarme personnelle, avec un cordon sur votre corps*
- *Équipement à enregistrer*
- *Déménager temporairement*
- *Plan d'action: balayez votre maison, y compris mobile et ordinateur*

Malgré tout, Roelie Post continue de travailler.

Une deuxième personne a été mise en place, de sorte qu'elle n'est plus la seule fonctionnaire responsable du dossier des enfants roumains.

Dans une lettre confidentielle non datée, son patron, De Lobkowicz, écrit que Roelie est peut-être une victime du lobby. Qu'elle a déposé des plaintes contre la police. Qu'elle devra se retirer du dossier roumain des enfants et qu'un collègue prendra temporairement le relais.

Cette collègue est prête à nous parler, à condition de ne pas mentionner son nom. Parce qu'elle n'a pas vraiment le droit de nous parler.

Eh bien, quand nous avons commencé à travailler ensemble, très rapidement, j'ai aussi commencé à voir des choses étranges. Parce que souvent, après mon travail, je passais du temps chez elle, ici à Bruxelles. Nous étions par exemple suivis dans la rue, dans le parc, quand nous promenions son chien.

Et devant sa maison, nous avons souvent vu une grosse camionnette blanche qui était garée là.

Et une fois que nous sommes sortis et j'ai pu voir que les portes de la camionnette étaient ouvertes et à l'intérieur il y avait beaucoup d'équipement électronique. Quand ils m'ont vu se rapprocher, ils ont rapidement fermé les portes. Il était clair que quelqu'un écoutait très attentivement. A l'écoute de ce qui se passait dans la maison de Roelie.

Roelie:

Finalement, cela a mené au fait qu'un jour, le 14 juin 2005, j'ai dû aller à la tête des Ressources Humaines, qui a dit: à partir de demain vous ne travaillez pas dans l'équipe de Roumanie. Et c'était tout. Et il n'a pas été dit où je travaillerais. Donc, je suis d'abord resté à la maison quelques jours. C'est comme ça que ça a commencé. Le point de rupture.

La collègue raconte comment elle a vécu cette rencontre:

À la Commission, vous avez ce système que s'ils veulent vous transférer, ils vous transfèrent. C'est une sorte de hiérarchie militaire.

À la fin, en 2005, ils ont forcé Roelie à partir. J'étais là, avec quelqu'un des Ressources humaines. Elle a dit à Roelie qu'elle avait 15 minutes pour quitter le bâtiment.

Roelie a écrit un message d'adieu émotionnel à ses proches collègues et patrons:

C'est avec un profond regret que j'écris ce mail. Depuis le changement de la Commission, la pression pour les adoptions internationales a augmenté et semble avoir trouvé une oreille attentive à la Commission. M. de Combret est plus fort que jamais et, après 15 ans de harcèlement à la Commission, il semble gagner après tout.

Roelie s'est d'abord mise en congé de maladie, puis a pris congé pour reconsidérer son avenir, mais elle est restée fonctionnaire de la Commission européenne.

Après quatre ans, il est finalement venu une solution. Merci à la secrétaire générale Catherine Day. Le plus haut fonctionnaire de la Commission européenne.

Et elle a joué le rôle de médiateur, disons, et m'a fait comprendre qu'à l'intérieur de la Commission Barroso, il n'y avait pas de place pour moi. Que je ne pouvais pas travailler là-bas sur les droits des enfants et que toute l'ambiance, tout l'environnement était hostile. Que je pourrais mieux travailler pour une ONG, une organisation extérieure. Comme par exemple UNICEF ou Save the Children, jusqu'à ce que la situation au sein de la Commission européenne s'améliore.

Roelie Post est officiellement devenue fonctionnaire européenne, et on lui a dit de travailler temporairement pour - jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée - et de mettre en place - sa propre ONG. C'était Against Child Trafficking, ACT.

Roelie:

J'ai toujours su que c'était bizarre. C'est bizarre. Vous ne pouvez pas être fonctionnaire et travailler pour une ONG. Mais il n'y avait absolument aucune autre option.

Contre la traite des enfants, de nombreux scandales d'adoption ont été découverts dans le monde entier. Par exemple en Ethiopie, en Inde et en Chine. C'était toujours des méfaits comparables. Des dossiers non en ordre, des enfants volés, des parents biologiques encore en vie.

Pendant son congé, Roelie a écrit le livre "Roumanie pour l'exportation seulement". Une laiterie dans laquelle elle présente des rapports très détaillés sur la corruption à l'intérieur et à l'extérieur de la Commission. Avec ce livre, elle a sifflé.

Roelie:

Publier un livre en tant que fonctionnaire est un coup de sifflet. Extérieurement. Et c'était un sifflement fort.

Catherine Day, le plus haut patron de la Commission européenne, m'a dit: ne le faites pas dans le cadre des procédures de dénonciation. Ensuite, vous pouvez revenir dans quelques années. Je n'ai pas très bien compris cela à l'époque. Je comprends maintenant que les dénonciateurs ne peuvent jamais revenir. C'est inhérent. Un coup de sifflet sur votre organisation et malheureusement l'expérience montre que vous ne pouvez jamais revenir.

Roelie Post n'est pas la seule à avoir eu affaire à des menaces quand, en tant que fonctionnaire européenne, elle voulait mettre fin à des actes répréhensibles lors d'adoptions. Plusieurs années plus tard, sa collègue a également reçu des menaces lorsqu'elle travaillait à l'amélioration des soins aux enfants dans les foyers pour enfants.

Cette fois, cela s'est passé dans le cadre de l'adhésion du Monténégro à l'Union européenne.

Collègue anonyme:

En 2014, alors que je travaillais au Monténégro, j'ai commencé à rencontrer des problèmes similaires. Le Monténégro est un très petit pays. Il y avait seulement un enfant à la maison avec environ 100 enfants. L'UNICEF et l'Union européenne ont voulu le démanteler. Nous avons donné à l'UNICEF 2 millions d'euros pour fermer cette maison et créer des solutions alternatives pour les enfants. Mais ils n'ont jamais fini le travail.

Et à la fin, cela ressemblait à un peu de corruption. Et en même temps j'ai vu dans la presse que des enfants sains du Monténégro étaient adoptés par exemple en Suède.

Ensuite, j'ai dit à mes patrons: je ne vois pas pourquoi nous donnerions au Monténégro cette subvention de l'UE. Et quand j'ai écrit cela dans mon rapport annuel du personnel, moi et ma famille avons eu à faire avec des problèmes liés à notre sécurité.

Alors, moi et ma famille, nous avons commencé à avoir des problèmes de sécurité.

Dans un courrier adressé à Roelie, elle décrit les menaces et les mesures qu'elle et son mari doivent prendre:

Nous sommes enfermés maintenant. Clôtures et caméras partout.

Axel a eu un étrange accident de voiture hier. Le choc était violent, les voitures lourdement endommagées. Axel n'a pas été blessé. Pourrait également faire partie des intimidations.

La collègue et son mari Axel sont passés par là comme Roelie. Ils ont également déposé de nombreuses plaintes auprès de la police. Dans une longue lettre, ils ont demandé à faire un lien entre leurs menaces et celles de Roelie Post, mais cela ne s'est pas produit non plus.

Et ce collègue a également eu de gros problèmes à la Commission européenne. Et elle était comme Roelie.

Et un autre collègue de la Commission européenne qui a traité des droits de l'enfant en Roumanie a été menacé. Mariela Neagu. Elle a vécu à Bucarest et a contribué au livre de Roelie Post. Mais à la dernière minute, elle s'est retirée. Elle n'a pas osé après tout.

Elle confirme qu'elle était la proche collègue de Roelie, mais elle ne veut pas parler avec nous.

Oui je l'ai fait. Mais il n'y a rien que je doive te dire.

Est-ce que tout va bien?

Merci beaucoup, au revoir !

Elle vit maintenant à Oxford. Là, elle a écrit en 2015 un article détaillé "Enfants sur demande", dans lequel elle appelle les adoptions de Roumanie un commerce très corrompu.

Lorsque le détachement temporaire de sa propre ONG s'est arrêté, Roelie Post a dû retourner au bureau de la Commission européenne à Bruxelles.

Mais ça a mal tourné.

Elle a eu une fonction sans contenu, ce qui n'avait rien à voir avec son expertise.

Et pire encore, les hommes qui la menaçaient auparavant étaient de nouveau devant sa porte.

Roelie:

Quand, 10 ans plus tard, j'ai recommencé à travailler à la Commission, en 2014, tout à coup, le même jeune homme de 10 ans était de retour. De la même manière. Et cela m'a énormément choqué. Que 10 ans plus tard, après que je ne les avais pas vus depuis si longtemps, ils étaient de retour.

Et encore personne ne se lève pour Roelie. Elle est complètement seule. Et ne peut plus le prendre. D'un jour à l'autre, elle ferme la porte de sa maison bruxelloise et se cache.

Premier dans une caravane. Maintenant dans une maison dans un petit village au nord des Pays-Bas.

Elle siège maintenant depuis des années dans un conflit débilant avec son employeur la Commission européenne, qui ne cherche aucun moyen de la détruire. Ils ont même essayé de la faire déclarer comme cas psychiatrique.

Roelie:

C'est un schéma que l'on voit souvent. Qu'ils essayent de vous y amener. Que vous avez un burn-out, ou en tout cas psychiatriquement pas ok.

Et qu'ils ont aussi essayé avec son collègue.

Collègue anonyme:

Eh bien, dans le cas de Roelie et du mien, il est très clair qu'ils aimeraient nous mettre en invalidité. Parce que l'invalidité signifie que vous avez besoin d'une déclaration psychiatrique. On garde 70% du salaire, mais il faut une déclaration psychiatrique que quelque chose ne va pas dans votre tête.

C'est leur but. Ensuite, ils peuvent dire qu'il y a deux femmes qui sont folles.

Est-ce que Roelie est folle ou pas?

Nous le demandons aux personnes avec qui elle a travaillé.

L'ancien commissaire Gunter Verheugen tient à souligner qu'il ne connaît pas Roelie en tant que femme paranoïaque, mais en tant que normal, bon fonctionnaire.

Verheugen :

Je l'ai vécue comme une personne très compétente, très engagée et très digne de confiance.

Compétent, engagé, digne de confiance.

Aussi membre du Parlement Ana Gomes, qui a traité avec la Roumanie pendant des années, estime Roelie Post.

Gomes:

Et à ce moment-là, ce que j'ai entendu à propos de Mme Roelie Post, c'est qu'elle a fait un travail remarquable, très courageux et courageux en exposant toutes ces choses troubles.

Elle a été plus tard psychologiquement endommagée de sorte qu'elle ne pouvait pas continuer son travail.

Donc, évidemment, il y avait un intérêt à la repousser.

Ana Gomes ne comprend pas pourquoi la Commission ne considère pas Roelie comme un dénonciateur.

Gomes:

Je ne comprends vraiment pas. Je suis persuadé qu'elle est un dénonciateur. Et victime d'un lobby très très puissant.

L'eurodéputé Gomes a demandé en 2015 à Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission, d'intervenir. Elle lui a écrit:

Je crois que Mme Post doit être considérée comme un dénonciateur. Et devrait donc être protégé au lieu de punir.

Timmermans n'a pas répondu.

Gomes a répété sa demande l'année dernière. C'est seulement alors que Timmermans a répondu qu'il n'interviendrait pas parce qu'il n'est pas responsable des ressources humaines.

Ana Gomes a également demandé au Médiateur européen d'enquêter sur l'affaire.

Roelie est maintenant menacée de sanctions disciplinaires, car elle ne va plus au travail.

Cela pourrait signifier: rembourser les années de salaire et réduire sa pension.

Et il y a un rapport préliminaire du Médiateur, qui dit que la Commission européenne a traité Roelie correctement.

Hélène:

Vont-ils aussi vous détruire émotionnellement?

Roelie:

Pour me détruire émotionnellement, ils ont bien sûr déjà essayé au cours des 10 dernières années.

Hélène :

Ont-ils réussi?

Roelie:

Non, ils n'ont pas réussi. Je ne suis bien sûr plus la même personne que j'étais avant tout cela. Cette personne ne revient jamais non plus. Jusqu'à présent, il y a des dommages permanents à ma vie. Et dans la façon dont je regarde la vie.

Il y a aussi eu des moments où j'ai pensé: je m'arrête complètement. J'ai perdu mon travail, ma maison, toutes les choses normales, partir en vacances est quelque chose que je n'ai pas fait depuis 10 ans.

Il ne reste rien. Rien du tout.

Mais ... oui ... chaque personne a ses limites.

Nous avons demandé à ceux qui étaient impliqués dans cette affaire au sein de la Commission européenne de réagir, mais personne ne voulait coopérer.

Enfin, le porte-parole est venu avec une déclaration qui dit que la question de Mme Post est traitée selon les termes "des procédures justes telles que prévues dans le Statut du personnel. Pour des raisons de confidentialité, la Commission ne veut pas entrer dans le contenu de l'affaire. "

Plusieurs anciens collègues, parmi lesquels l'ancienne secrétaire générale Catherine Day et l'ancienne députée européenne Emma Nicholson, ne veulent pas coopérer.

Le lobbyiste d'adoption François Polge de Combret n'a pas pu être atteint pour commentaires. Il est actuellement le suspect d'un scandale de corruption lié à une société minière en Guinée.

Le lobbyiste Marco Griffini d'Amici dei Bambini est depuis le début de l'année sous enquête par le procureur anti-mafia à Milan pour le soupçon de corruption avec les adoptions du Congo.